

# socialistes

Journal du PS Suisse · Février 2026 · Édition 121

Aleksandra Zdravković

**Affaiblir  
nos médias,  
renforcer leurs  
fake news ?**



**NON à l'initiative anti-SSR !  
Pour l'information  
indépendante  
de qualité**

**Pas d'armes  
pour les régimes  
autoritaires –  
signez le  
référendum !**

**Oui à l'initiative pour un fonds climat  
Investir pour le climat.  
Aujourd'hui comme hier.**

PS 

Éditorial

Chères lectrices, chers lecteurs,  
Chères et chers camarades,

Les premiers jours de 2026 ont été particulièrement éprouvants. Avec l'incendie à Crans-Montana, Donald Trump qui piétine le droit international, sa police d'immigration qui tue des manifestant-es et des immigrant-es, sans oublier le génocide à Gaza et les attaques russes en Ukraine. Face à cela, il faut reprendre son souffle et faire une pause.

Mais ne restons surtout pas inertes ! Les forces de droite sont unies pour faire avancer leur agenda cette année : nous isoler en Europe avec l'initiative pour le chaos de l'UDC, maximiser le profit de l'industrie de l'armement par le biais de l'affaiblissement de la loi sur le matériel de guerre, et baisser les salaires minimums cantonaux.

Mais nous avons le pouvoir d'empêcher tout cela grâce à notre mobilisation, à la solidarité et à nos bulletins de vote. Nous avons et souhaitons lancer le référendum contre les décisions erronées de la droite. En plus, cette année, l'initiative sur les crèches et son contre-projet seront au cœur du débat. Car des crèches abordables restent essentielles pour l'égalité et la conciliation de la vie professionnelle avec la vie de famille.

Avec mes salutations solidaires,



Elisa Jeanneret, rédactrice de « Socialistes »

Contenu

- 3 Actualités**  
L'image, le chiffre et le résultat des dernières semaines.
- 4 Initiative anti-SSR**  
Moins de faits, plus de *fake news* ? Les raisons de rejeter massivement cette initiative.
- 5 Fonds climat**  
Permettre enfin à la Suisse de relever le plus grand défi de notre siècle.
- 6 Référendum matériel de guerre**  
Empêchons ensemble que des armes suisses soient livrées à des régimes autoritaires !
- 7 Questions d'actualité**  
Vous avez des questions ? Nous y répondons – et notre secrétaire général donne son point de vue sur les dossiers actuels.
- 8 Imposition individuelle**  
Oui à un pas en avant important pour l'égalité !
- 9 Argent liquide**  
Non à une initiative mal formulée, oui à un contre-projet clair.
- 10 Actualités socialistes**  
Référendum fribourgeois contre le programme d'assainissement des finances de l'État.
- 11 Vie du Parti**  
Entretien avec un nouveau membre, et l'actualité des Femmes socialistes suisses.
- 12 Offre de formation**  
Les différents événements de formation du PS et de ses partenaires.



# Image du mois

## Le président Nicolás Maduro capturé par Trump

Le 3 janvier 2026, après plusieurs mois à mettre la pression sur le gouvernement vénézuélien et en n'ayant cure du droit international, Donald Trump a ordonné l'enlèvement du président Nicolás Maduro et de sa femme durant une violente opération militaire au cœur de la capitale Caracas. Derrière les allégations de narcotrafic de Maduro, Donald Trump s'intéresse en fait aux terres rares et au pétrole du Venezuela, qui possède la plus grande réserve d'or noir au monde.

picture alliance/Consolidated News Photos

### Le chiffre

# 12

C'est le nombre de milliardaires qui possèdent autant de richesse que 4 milliards de personnes. Dans son dernier rapport, Oxfam démontre une fois de plus que les inégalités de richesse continuent de se creuser et de s'accroître. En Suisse aussi, les inégalités de richesses sont criantes. De telles richesses sont néfastes pour le climat, mais également pour la démocratie. Nombre de milliardaires distillent de fausses informations sur leur plateforme ou prennent le contrôle de médias.

### Le résultat

## Deux dépôts cantonaux importants

En Valais, l'initiative cantonale «Maximum 10 pour cent du revenu pour les primes d'assurance-maladie» a été déposée. Le succès rencontré par le texte auprès de la population montre que les initié·es répondent à une préoccupation majeure des Valaisannes et des Valaisans. À Fribourg, le PS Fribourg, le SSP, la FEDE et les Vert-e-s ont remis plus de 11 000 signatures contre la loi sur l'assainissement des finances de l'État (LAFE), qui prévoit environ 400 millions de coupes budgétaires.

# La SSR, garant d'une information de qualité en Suisse romande

La droite vise à réduire la redevance pour la SSR de 335 à 200 francs par ménage. Avec cette initiative anti-SSR, c'est l'information locale qui trinquera le plus. Pourtant, dans une région où les médias privés peinent à couvrir les réalités francophones et italophones, la SSR est un pilier indispensable.

Contrairement à la Suisse alémanique, où les médias privés assurent une couverture plus ou moins diversifiée, la Romandie et le Tessin dépendent presque exclusivement de la RTS et de la RSI pour une information indépendante et locale. Une baisse de la redevance, telle que l'UDC l'exige avec son initiative anti-SSR, signifierait moins de reportages régionaux, moins de journaux télévisés locaux, et une dépendance accrue aux contenus alémaniques traduits.

Les grands groupes médiatiques privés, comme le *TX Group* basé à Zurich, n'ont aucun intérêt économique à couvrir des régions minori-



Valérie Piller Carrard,  
conseillère nationale (FR)  
et vice-présidente du  
PS Suisse

taires. Leur logique est claire : moins de moyens, moins de contenu local, moins de diversité. *TX Group* a racheté il y a longtemps déjà une grande partie des médias romands. Si la SSR est affaiblie, ce quasi-monopole ne fera qu'empirer, au détriment du pluralisme et de la démocratie.

Résultat : l'information qui ne concerne que la Romandie – un référendum sur le budget, une crise dans un hôpital local – disparaîtra progressivement. Pourtant, le pluralisme des médias n'est pas un luxe, mais une nécessité démocratique. Pour se forger une opinion éclairée, les citoyen-nes ont besoin d'accéder à des informations variées,

contradictoires, et produites par des sources indépendantes, qui vérifient les faits avant de les publier. Sans cela, le débat public s'appauvrit, les opinions se polarisent, et les décisions politiques sont prises dans l'opacité.

## Quand les oligarques comblent le vide

L'affaiblissement des médias publics ne profite jamais à la diversité, mais aux intérêts privés. En France, Vincent Bolloré utilise ses médias pour promouvoir l'extrême droite. En Suisse, Christophe Blocher a racheté des journaux, qu'il distribue gratuitement pour influencer l'opinion. Sans la SSR, ce sont ces acteurs qui combleront le vide, avec des contenus alignés sur leurs propres visions, des fake news et de la désinformation.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que les effets d'une votation peuvent varier considérablement d'une région à l'autre. Un

# Relancer la politique climatique

Lorsqu'en 2021, nous avons proposé l'initiative pour un fonds climat, nous pressentions déjà qu'il faudrait accélérer les efforts d'investissement pour la neutralité climatique, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Mais ce que nous ne pouvions savoir, c'est que le monde basculerait dans un déplorable retour en arrière en matière de climat et d'énergie sous l'effet du Trumpisme triomphant. Et que la Suisse, sous l'impulsion regrettable d'Albert Rösti, ne ferait pas exception.



Roger Nordmann,  
ancien président du Groupe socialiste  
aux Chambres fédérales

Le 8 mars, grâce à l'initiative pour un fonds climat, nous pouvons non seulement donner un signal pour inverser le cours des choses, mais déclencher concrètement la vague d'investissements dont notre pays a besoin pour atteindre la neutralité climatique.

L'idée de base est la suivante: en cofinçant les investissements dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, le fonds permet d'en abaisser les coûts. Ainsi, très rapidement, ces solutions deviennent moins chères que l'usage du pétrole ou du gaz, et chassent ces derniers du marché.

## Un investissement d'avenir

L'initiative prévoit aussi le soutien à la formation dans les métiers de la transition énergétique, car la volonté seule ne suffit pas: il faut aussi des cerveaux et des bras pour mettre en œuvre les mesures nécessaires.

Bien entendu, la loi d'application devra prévoir une approche différenciée: certains domaines n'ont pas du tout besoin d'être subventionnés, comme les voitures électriques,

alors que d'autres, comme l'assainissement de l'industrie lourde, nécessitent un fort appui.

Le fonds devra être alimenté par la Confédération à raison de 0,5 à 1% du produit intérieur brut. Selon nos calculs, cela permettra les investissements nécessaires pour atteindre la neutralité climatique en 2050. En moyenne, pour chaque franc issu du fonds, un franc provenant des investisseurs privés s'ajoutera. L'idée est donc une coopération entre le public et le privé.

Pour l'alimentation du fonds, il est prévu que la Confédération puisse s'endetter en dehors du frein à l'endettement, en particulier en émettant des obligations vertes. Cela permettra notamment aux caisses de pension de disposer de possibilités d'investissements tout à fait intéressantes.

## Un grand projet visionnaire

Il est tout à fait légitime que la Confédération s'endette légèrement pour moderniser ses infrastructures. Le retour sur investissement, c'est une Suisse devenue plus efficace et qui a réduit sa facture fossile à quasiment zéro.

Cette initiative s'inscrit dans la tradition des grands projets, comme les écoles polytechniques fédérales, l'AVS, la construction des grands barrages, ou plus récemment le percement des tunnels ferroviaires à travers les Alpes, eux aussi financés par l'endettement.

Pour toutes ces raisons, un grand OUI à l'initiative pour un fonds climat le 8 mars!

exemple récent? Le référendum sur les autoroutes en 2024. Dans certaines régions, les arguments en faveur du projet ont pu prévaloir, tandis que, dans d'autres, les oppositions étaient plus fortes. Sans une couverture médiatique locale et diversifiée, ces nuances risquent de disparaître, au profit d'un discours uniformisé, imposé par les grands groupes.

La Suisse a besoin d'une information indépendante et plurielle qui représente toute sa population, peu importe la langue maternelle ou le lieu d'habitation. La SSR en est le garant. Réduire son budget, ça ne revient pas à la moderniser ou la forcer à innover, c'est l'abandonner à la loi du marché – et donc à ceux qui en tirent profit.

Le 8 mars, le choix est clair: soutenir une information de qualité pour tous et toutes, ou laisser les oligarques décider de ce que nous savons.

# La Suisse doit-elle devenir complice des crimes de guerre ?

Non à l'assouplissement de la loi sur le matériel de guerre – un référendum s'impose afin de corriger une révision orchestrée par l'industrie de l'armement suisse.



Pierre-Alain Fridez,  
conseiller national  
socialiste (JU)

La Suisse, pays respecté pour son engagement humanitaire, est en train de trahir ses valeurs fondamentales. Le Parlement, sous l'emprise du lobby de l'industrie de l'armement, a assoupli la loi sur le matériel de guerre (LMG). Résultat : des armes suisses pourraient bientôt être exportées vers des régimes autoritaires – Israël, les Émirats arabes unis, la Chine et le Myanmar – où elles serviront à commettre des crimes contre l'humanité. Cette décision est inacceptable. Seul un référendum peut encore l'empêcher.

## Une loi affaiblie, des crimes facilités

Aujourd'hui, la Suisse interdit les exportations d'armes vers des États violant systématiquement les droits humains. Avec cette révision de la LMG, 25 pays de plus – dont la Hongrie et les États-Unis – pourraient réexporter nos armes. Autrement dit : la fameuse « déclaration de non-réexportation », mise en place après l'initiative correctrice, lancée en 2018, disparaîtra. Une arme suisse pourrait transiter par un pays « sûr » avant d'atterrir entre

les mains d'un dictateur ou d'un groupe terroriste – comme c'était le cas il y a seulement quelques années.

Prenons l'exemple d'Israël. Alors que Gaza subit un génocide aux mains du gouvernement de Benjamin Netanyahu, la Suisse exporte déjà des plaques de blindage et des technologies laser à Tel-Aviv. Avec l'affaiblissement de la LMG, des armes suisses pourraient directement alimenter l'occupation et les massacres. Même scénario aux Émirats arabes unis, complices des crimes de guerre au Soudan, où des civil-es ont été massacrés sous les yeux du monde. La Chine, qui commet des crimes contre l'humanité contre les Ouïghours et réprime les étudiant-es qui manifestent pour la démocratie à Hongkong avec du matériel de guerre suisse, en profiterait aussi. Enfin, au Myanmar, où l'armée viole impunément les droits humains, des armes helvétiques pourraient aggraver encore la répression.

## L'Ukraine, une fausse justification

Les partisans de cette réforme prétendent vouloir « aider l'Ukraine ».

Mensonge. Le texte interdit expressément les exportations vers Kiev. Cette clause n'est là que pour rassurer l'UDC, pro-Poutine, tout en ouvrant grand les portes à l'industrie de l'armement. La Suisse ne doit pas devenir le fournisseur d'armes des régimes les plus sanguinaires du monde sous prétexte de « réalisme économique ».

## Un choix moral et politique

La Suisse a une responsabilité : refuser d'être complice des violations des droits humains. En 2017, le peuple avait déjà rejeté un assouplissement similaire. Aujourd'hui, une large alliance lance un référendum pour bloquer ce projet. Si nous ne réagissons pas, notre pays perdra sa crédibilité sur la scène internationale et trahira ses principes humanistes.

La Suisse ne doit pas devenir un État complice des autocrates et militaires qui massacrent, violent et torturent. Nous devons assumer notre responsabilité et corriger cette décision désastreuse de la droite parlementaire. Signez le référendum dès maintenant !

## Les leçons de Trump

Ce début d'année montre que la loi du plus fort risque de s'imposer. Les exemples préoccupants se multiplient: les États-Unis ont attaqué le Venezuela et menacent le Groenland, le régime iranien réprime de manière brutale les manifestant-es. Ils nous rappellent à quel point notre monde est fragile.

Ce que Donald Trump met en scène aux États-Unis ne se limite pas aux continents américains. En Suisse aussi, les piliers de la démocratie sont sous pression. Début mars, les électeur-trices se prononceront sur l'initiative anti-SSR de l'UDC. Les rachats de médias par Christoph Blocher et les algorithmes d'Elon Musk et Marc Zuckerberg faussent les règles de la démocratie, qui deviennent dominées par l'argent et la propagande de droite. En l'absence de faits, les milliardaires règnent à travers l'argent.

La prochaine décision importante est prévue pour juin 2026. L'initiative extrême de l'UDC, également connue sous le nom de «Pas de Suisse à 10 millions», sera soumise au vote. Ses conséquences seraient graves. Nous devrions résilier la libre circulation des personnes et les accords bilatéraux avec l'UE. Les personnes originaires de l'UE qui vivent et travaillent ici seraient systématiquement défavorisées. Le droit à l'asile serait également considérablement restreint. Notre résolution pour la nouvelle année est donc claire: nous devons remporter ce vote.

Des défis majeurs nous attendent, mais nous les affronterons collectivement. Le fait que le PS compte aujourd'hui plus de membres qu'il n'en a eu depuis un quart de siècle renforce notre confiance.



Tom Cassee, secrétaire général du PS Suisse



### Bonne question!

# Comment défendre le droit international?

**Avec les événements majeurs qui se sont déroulés à l'international, je pense notamment à l'enlèvement du président vénézuélien Maduro, la menace de Donald Trump de s'emparer du Groenland, de la révolte en Iran et de la situation en Syrie, quelle est la position du Parti socialiste à ce sujet?**

À la suite de ces événements marquants, le PS Suisse a réagi pour réaffirmer que le droit international et la coopération internationale doivent impérativement rester l'alpha et l'oméga du dialogue entre les nations.

La souveraineté des États est une condition essentielle du droit international. L'enlèvement de Maduro et de son épouse constitue alors une claire violation de ce dernier. Donald Trump a également des envies d'expansion au Groenland. Face à ces velléités, le PS Suisse salue la déclaration de la Commission de politique extérieure du Conseil national sur le Groenland, qui réaffirme une nouvelle fois les principes de la Charte des Nations Unies et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le PS Suisse est également d'avis que Trump aurait dû être exclu du WEF. Comme cela n'a malheureusement pas été le cas, nous avons exigé de la part du Conseil fédéral qu'il dénonce sans aucune ambiguïté les violations de la Charte des Nations Unies et qu'il adopte une position claire vis-à-vis des États-Unis.

La collaboration avec la communauté internationale est aussi un élément de politique extérieure à ne pas négliger afin de protéger les populations civiles. En aucun cas, la réponse extrêmement brutale du gouvernement autoritaire iranien face aux manifestations ou la situation très préoccupante des mino-

rités ethniques et religieuses en Syrie ne sont acceptables. La population civile iranienne dépend de la solidarité et de l'aide internationale, notamment via des ONG basées en Iran. En ce qui concerne l'escalade de la violence en Syrie, le PS Migrant-es et la Jeunesse socialiste demandent au Conseil fédéral de réactiver son engagement en faveur de la protection des minorités ethniques et religieuses.

Dans tous les cas, le PS Suisse est d'avis que le Conseil fédéral doit s'engager en faveur de la désescalade et du retour à des procédures multilatérales conformes à l'État de droit, notamment dans le cadre de la présidence suisse de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) en 2026. Ainsi, le Conseil fédéral peut faire preuve d'initiative et avoir un impact positif: nous ne devons pas céder au droit du plus fort, mais au contraire, défendre la multilatéralité et les droits humains autour du globe.

## Pose-nous tes questions!

Qu'il s'agisse des prochaines votations, des initiatives et récoltes en cours, ou de dossiers, tels que la politique européenne ou climatique, n'hésite pas à nous écrire à [communication@pssuisse.ch](mailto:communication@pssuisse.ch)

L'imposition individuelle

# Une avancée indispensable vers l'égalité

L'imposition individuelle est l'un des grands objets qui sera soumis au vote en mars prochain. Depuis près de quarante ans, les discussions font rage autour de la fin de la « pénalisation fiscale du mariage ». Pour y mettre fin, le Parlement a adopté en juin 2025 la loi fédérale sur l'imposition individuelle, avec les voix du PS, du PLR, des VERT-E-S et du PVL. Cette loi est une contre-proposition à l'initiative populaire « Pour une imposition individuelle indépendante de l'état civil », et en reprend les principales revendications. Ce sont les milieux conservateurs de droite, le Centre et l'UDC, fervents défenseurs du modèle familial traditionnel, qui ont saisi le référendum contre cette réforme.

Actuellement, à situation économique identique, un couple marié paie davantage d'impôts qu'un couple non marié. Avec l'imposition individuelle, le droit fiscal reconnaît chaque contribuable comme une personne autonome, indépendamment de l'état civil. Chacun-e remplit sa déclaration séparément et paie des impôts sur son revenu et sa fortune propres. Petit tour d'horizon des principaux avantages.

## Plus d'indépendance pour les femmes

Actuellement, avec le cumul et la progressivité de l'impôt, le revenu le moins élevé du couple – généra-



Mathilde Crevoisier  
Crelrier, conseillère aux  
Etats socialiste (JU)

lement celui de la femme – est fortement imposé. Faute d'incitation financière, certaines renoncent donc à augmenter leur taux d'occupation, voire à exercer une activité rémunérée. Dans le nouveau système, la pression fiscale sur le deuxième revenu diminue, ce qui contribue à atténuer la répartition traditionnelle des rôles et à renforcer l'indépendance financière des femmes, notamment à la retraite. Deuxièmement, le nouveau système fiscal reflète mieux les réalités actuelles. Aujourd'hui, en raison de la hausse du coût de la vie, de plus en plus de ménages ne peuvent tout simplement pas tourner avec un seul revenu. Dans ce contexte, il est essentiel de corriger la pénalisation induite du double revenu. Enfin, grâce à l'imposition individuelle, les bas et moyens revenus paieront moins d'impôts grâce à une progression plus précoce et plus forte. Ce sont les revenus élevés qui supporteront une part fiscale plus importante.

Les familles monoparentales ne sont pas oubliées dans la nouvelle loi. Afin de tenir compte de la situation des personnes vivant seules avec des enfants, une déduction pour enfants et pour formation continue d'être accordée par ménage. Elle passe même de 6700 à 12000 CHF, et est répartie entre les parents. Cela garantit un traitement plus équitable des parents séparés, tout

en évitant que l'un-e ou l'autre ne subisse un désavantage sur le plan fiscal.

## 86% profitent

À noter enfin que les partenaires en concubinage ne sont pas préférentiellement par la réforme. L'imposition individuelle instaure simplement des règles identiques pour toutes et tous, indépendamment de l'état civil. Seule une petite partie des contribuables aux revenus élevés sera davantage mise à contribution.

Le comité d'initiative a estimé que 50% des contribuables verront leur facture baisser dans le nouveau système, et que 36% ne subiront aucun changement. Dire « oui » à l'imposition individuelle le 8 mars prochain, c'est enfin ouvrir la porte à un système fiscal équitable et moderne. Il est grand temps de franchir ce pas!

« Grâce à l'imposition individuelle, les bas et moyens revenus paieront moins d'impôts. »

Argent liquide

# Non au doublon constitutionnel, oui au contre-projet

Le 8 mars, nous voterons sur l'initiative pour l'argent liquide et son contre-projet. Le PS Suisse rejette la première et recommande un oui au dernier.



Emmanuel Amoos,  
conseiller national socialiste (VS)

L'initiative «L'argent liquide, c'est la liberté» soulève un débat en apparence anodin : garantir en permanence des pièces et des billets «en quantité suffisante» et soumettre tout remplacement du franc suisse à un vote populaire. Pourtant, son texte, redondant et imprécis, ne résout aucun problème concret : les règles actuelles de la Constitution et de la Loi sur la Banque nationale obligent déjà la BNS à fournir des espèces en quantité adaptée, et tout changement de monnaie exigerait d'ores et déjà l'aval du peuple et des cantons.

Au-delà de ce constat d'inutilité, l'initiative pêche par son manque de rigueur : elle emploie un vocabulaire inexact pour désigner notre monnaie

nationale et laisse totalement floue la notion de «quantité suffisante», ouvrant la porte à des interprétations préjudiciables à la stabilité monétaire. En l'état, ce texte redondant n'apporte rien de plus que des slogans creux.

## Protéger notre monnaie

Face à cette superfluité, le contre-projet direct constitue une alternative claire et équilibrée. Il inscrit dans la Constitution la définition du franc suisse comme monnaie nationale et renforce le droit des citoyen-ne-s à l'accès aux espèces. C'est un compromis que le PS Suisse peut soutenir sans réserve.

Rappelons que l'argent liquide reste un pilier de notre économie : gratuité des transactions, inclusion des personnes sans accès aux paiements numériques (jeunes, seniors, précaires) et sauvegarde d'une liberté fondamentale. Plutôt que de voter pour une initiative redondante et mal formulée, soutenons un contre-projet qui protège réellement notre souveraineté monétaire et l'accessibilité de l'argent liquide.



Unsplash/Claudio Schwarz



Unsplash/Max Horlinking

## L'Espagne introduit un AG à 60 euros par mois

Le gouvernement du socialiste Pedro Sánchez a introduit un abonnement général pour les transports publics de 60 euros par mois. Les enfants et les adultes de moins de 25 ans paient 30 euros. L'abonnement comprend les trains de banlieue et régionaux, en revanche, les trains à grande vitesse en sont exclus de l'offre. Au total, environ 2 millions de personnes vont pouvoir bénéficier de transports en commun à bas prix.

Pedro Sánchez a appelé tous les réseaux de transport publics régionaux et locaux à adhérer progressivement à ce nouvel abonnement. Cela permettrait «à tous les citoyen-ne-s d'accéder à des transports publics abordables dans tout le pays». En Suisse aussi, la ville de Zurich, les cantons de Genève et Bâle-Ville ont introduit un abonnement pour les transports publics à prix réduit. Cela a un effet positif à la fois sur le pouvoir d'achat des citoyen-ne-s et le climat.

Vie du parti

# Le logement, facteur de perte de pouvoir d'achat no 1

Lors du Congrès du parti qui se tiendra le 28 février à Bienne, la prise de position contre les loyers abusifs sera au centre des discussions.

Immense choc à Genève, où une centaine de locataires ont reçu une résiliation de bail en janvier. La propriétaire des immeubles a spéculé en les achetant pour 128 millions de francs. C'est 14 fois plus que le prix payé par son prédécesseur il y a 25 ans. Elle veut maintenant rentrer au maximum chaque centime de ce prix surfait. Pour cela, il faut vider les habitant-es et relouer ensuite très cher.

Certain-es locataires y vivent depuis des décennies. Où iront habiter ces personnes, dans une ville où les appartements vacants sont rarissimes et que les logements abordables ont pratiquement disparu?



Christian Dandrès, co-président de la Commission thématique «Logement et politique foncière» et conseiller national socialiste (GE)

## Une des lois les moins appliquées

Nous devons faire respecter les droits des locataires! Malgré son importance fondamentale, la protection contre les loyers abusifs est presque systématiquement violée. Avec l'initiative sur les loyers de l'ASLOCA, nous allons y remédier. Les locataires paient en moyenne 360 francs de trop chaque mois. Cela doit cesser!

Il existe aussi d'autres mesures. La Commission thématique «Logement et politique foncière», que je co-préside, les présentera au Congrès du PS le 28 février.

Nous devons renforcer les droits de préemption pour soustraire un maximum de terrains de la spéculation pour favoriser les coopéra-

tives et les bailleurs qui ne cherchent pas des profits abusifs. Il nous faut aussi renforcer la Lex Koller afin d'empêcher BlackRock et consorts de spolier les locataires.

## La droite nous ment

Il nous faut aussi dénoncer la tartuferie de l'UDC. Ce parti est le meilleur ami des milieux immobiliers. Il attaque la protection des locataires partout en Suisse, tout en enfumant la population avec ses salades sur l'immigration. Ce ne sont pas les étranger-ères qui imposent des loyers abusifs, mais les propriétaires, en priorité UBS et les autres bailleurs cotés à la bourse. En vérité, la pénurie de logement n'est pas la principale cause de l'explosion des loyers. Pour preuve: entre 2008 et 2021, le taux de vacances de logement a augmenté, alors que les loyers ont explosé.

# Chaque cas est un cas de trop

Cette phrase résume l'urgence. En décembre, près d'un demi-million de personnes ont signé un appel demandant davantage de moyens pour lutter contre les violences sexistes. Un signal clair: la société attend des actes.

Protéger la vie des femmes et des personnes FLINTA\* n'est pas une option morale, c'est une responsabilité collective. Pourtant, l'État ne remplit pas sa mission.

Lors d'une conférence réunissant responsables politiques, expert-es, et acteur-trices de terrain, un constat s'impose: la lutte contre la violence est un puzzle complexe. Lois, prévention, protection, poursuites pénales, travail avec les auteurs, accompagnement des victimes – aucune pièce ne suffit à elle seule. Surtout, rien ne tient sans ressources financières suffisantes.

Les intervenantes l'ont rappelé avec force: la violence s'enracine dans des inégalités structurelles. La misogynie, les normes de masculinité patriarcale et les rôles de genre transmis dès l'enfance forment un terreau fertile. À cela s'ajoutent les



Jessica Jaccoud, co-présidente des Femmes socialistes suisses



Iresha Udugampola, membre du comité directeur des Femmes socialistes suisses

discriminations liées à l'origine, au statut de séjour, au handicap ou à la situation sociale. Une approche intersectionnelle est essentielle.

Les institutions sur le terrain sont à bout de souffle. Les maisons d'accueil pour femmes fonctionnent depuis des années au-delà de leurs capacités. Certains cantons n'en ont pas du tout. Les lignes d'assistance, bientôt centralisées au niveau national, s'attendent à une explosion des demandes. Mais les professionnelles sont débordées, faute de moyens et de personnel formé. Il manque un plan clair. La Convention d'Istanbul offre un cadre solide, mais sa mise en œuvre est lacunaire: fédéralisme inégalitaire, manque de coordination, protection insuffisante dans les procédures civiles, formation incomplète des actrices judiciaires et policières.

Cela entraîne une loterie pour les victimes qui cherchent à obtenir une protection.

Face à cette situation, une initiative nationale est en préparation. Son objectif: garantir des standards minimaux dans toute la Suisse et obtenir un financement durable au niveau fédéral. L'égalité prévient la violence – encore faut-il en faire une véritable priorité politique. Les outils existent, il manque seulement la volonté et les ressources.

La lutte contre la violence sexiste est une cause urgente qui peut également être une source d'espoir et de solidarité. Le mouvement existe, il s'amplifie et reste déterminé.

\* Femmes, lesbiennes, personnes intersexes, non binaires, trans et agénres



## Succès

### 494 021 signatures grâce à vous toutes (et tous)!

Lors de la dernière session parlementaire, le Conseil national a honteusement décidé de couper dans le budget alloué à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles (VSS). Grâce à un soutien historique de la population – presque 500 000 personnes ont signé cet appel pour protéger les femmes de tous types de violences –, le Parlement est revenu sur sa position. Mais le chemin est encore long dans la lutte contre les féminicides. En 2025, 29 femmes ont été tuées, et ce, uniquement parce qu'elles étaient des femmes.

Revenons un tant soit peu sur cet immense succès populaire. Initialement, un million de francs était prévu dans le budget de la Confédération pour la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul en Suisse. En raison d'une égalité dans les votes au Conseil national, le président du Conseil national, Pierre-André Page (UDC), a finalement décidé de couper dans ce poste budgétaire pourtant ô combien essentiel pour toutes les femmes de ce pays.

Immédiatement après ce vote de la honte, les Femmes socialistes et le PS Suisse ont lancé un appel afin de mettre la pression sur le Conseil des États pour que ce dernier corrige la décision du Conseil national. En moins de 24 h, l'appel récolte un succès formidable pour rapidement atteindre la barre des 250 000 signatures. En plus de l'appel en ligne, des centaines de personnes ont manifesté devant le Palais fédéral.

Cette mobilisation historique a eu un effet que nous ne devons surtout pas oublier! Le Conseil des États s'est prononcé pour le million. Il a également approuvé, tout comme le Conseil national, un million et demi pour une campagne de prévention à l'échelle nationale. Environ une semaine après le lancement de l'appel par les Femmes socialistes, quasiment un demi-million de personnes l'ont signé. La mobilisation populaire paie, cet appel en est la preuve la plus tangible.

Trop de femmes subissent des VSS ou sont tuées. Les femmes socialistes et le PS Suisse ont annoncé une initiative qui exige la Confédération d'en faire largement plus dans ce domaine, en mettant en place des mesures concrètes pour lutter contre les violences faites aux femmes.



# 5 Questions

à Neuzza Ferreira, nouvelle membre du PS Fribourg, candidate au Conseil général de la ville de Fribourg.

## 1. Présente-toi en quelques mots.

Je suis intervenante en protection de l'enfant auprès du Service de l'Enfance et de la Jeunesse (SEJ). Portugaise, je suis arrivée en Suisse à l'âge de 13 ans. J'ai étudié le travail et les politiques sociales et j'ai été collaboratrice scientifique dans le domaine du handicap. Je suis également très active au sein du Syndicat des Services Publics (SSP) et je me bats contre le manque de moyens alloués à la protection de l'enfance ainsi que pour de meilleures conditions de travail pour les professionnels de la fonction publique.

## 2. Qu'est-ce qui t'attire particulièrement en politique?

La politique est avant tout la gestion du bien commun, ainsi m'engager est une façon de devenir actrice du changement social. Comme je travaille auprès d'enfants et de jeunes, il me paraît essentiel d'œuvrer à leur garantir un monde meilleur, en agissant pour la justice sociale et l'intérêt général.

## 3. Pour quelles raisons as-tu décidé de t'inscrire au Parti socialiste?

J'ai rejoint le parti socialiste, car c'est le parti institutionnel le plus ancré à gauche dans la ville de Fribourg. En tant que femme issue de la migration, il était important de rejoindre un parti multiculturel et qui s'engage pour une société inclusive.

## 4. Si tu pouvais choisir une campagne à mener, laquelle choisirais-tu?

Je voudrais mener une campagne pour des services publics forts offrant des prestations de qualité gratuites et accessibles à toutes et à tous. L'axe de campagne centré sur l'égalité et la solidarité au quotidien me parle particulièrement. Tout le monde devrait pouvoir vivre dignement au sein d'une société garantissant réellement l'égalité des chances et la compensation des désavantages, qu'elles soient liées au genre, à l'orientation sexuelle, à l'origine, ou à la situation de handicap. L'Etat doit être garant de la protection et l'autodétermination des individus, avec une politique centrée sur la redistribution des richesses et la réduction des inégalités sociales.

## 5. Quel sujet t'a fait t'indigner récemment?

Récemment j'ai été particulièrement indignée par le Plan d'Assainissement des Finances de l'Etat (PAFE), c'est pourquoi j'ai rejoint le Comité référendaire. Actuellement, les services publics tels que l'hôpital et l'éducation devraient être renforcés, ce n'est pas le moment de faire des économies. Tous les jours, je suis confrontée à la précarité silencieuse vécue par de nombreuses familles. Réduire les prestations étatiques c'est transférer les charges sur la population, principalement les plus démunis.

# Offre de formation

## Série de discussions: Extrémisme de droite et autocratie

**Printemps 2026**  
**Plus d'informations suivront**

Avec la montée en puissance de dirigeant-es auto-cratiques aux tendances fascistes, tels que Donald Trump et d'initiatives xénophobes telles que «Pas de Suisse à 10 millions» de l'UDC, la question de l'extrémisme de droite a pris une importance considérable. Nous souhaitons aborder cet intérêt majeur à travers un cycle de discussions en trois parties et approfondir les enjeux sous-jacents.

## 30 ans de la loi sur l'égalité entre hommes et femmes

**Juin 2026, Lausanne**  
**Plus d'informations suivront**

Le 1<sup>er</sup> juillet 1996, la loi sur l'égalité entre hommes et femmes est entrée en vigueur en Suisse, marquant une étape importante dans la lutte contre la discrimination. 30 ans plus tard, force est de constater que de grandes inégalités persistent. Les femmes touchent des salaires inférieurs, le travail de soins n'est guère reconnu et de nombreuses rentes sont insuffisantes. La pauvreté des personnes âgées touche principalement les femmes.

À l'approche de la grève féministe, nous discutons: où en sommes-nous réellement aujourd'hui en matière d'égalité salariale, d'opportunités de carrière et de postes de direction, et comment pouvons-nous augmenter la pression afin que de réels progrès soient enfin réalisés?

### Offres pour les membres de comités et élu-es socialistes

## Travail de campagne dans la section

**23 avril 2026**  
**19 h 30 – 21 h 00, en ligne**  
Événement destiné aux membres exerçant des fonctions internes au parti

Une campagne efficace, qu'il s'agisse d'élections ou de référendums, est essentielle à la réussite politique. Au sein du Parti socialiste, nous avons maintes fois démontré notre expertise en la matière. Un potentiel d'amélioration important existe notamment au niveau local. En nous appuyant sur les manuels des sections locales et en vue des élections de 2027, nous présentons les points à privilégier et les écueils à éviter pour une campagne réussie.



## Offre de la Fondation Anny-Klawa-Morf

**Séminaire en ligne**  
**«Climat: logique de marché ou changement de système?»**

**11 mars 2026, 18 h 30, en ligne**

On entend souvent que «le marché s'en chargera». Pourtant, il est clair depuis longtemps que le marché, à lui seul, ne peut ni arrêter le réchauffement climatique ni permettre des mesures d'adaptation justes. Pourquoi ce mythe du marché persiste-t-il avec autant d'obstination et comment une transition socio-écologique serait-elle malgré tout possible?

L'événement aura lieu via Zoom, inscription obligatoire. Toutes les infos:



Informations et inscriptions ici!  
[www.pssuisse.ch/formation](http://www.pssuisse.ch/formation)

AZB  
CH-3001 Berne  
PP/Journal

La Poste Suisse SA